

# AMIRAL DECOUX À LA BARRE de L'INDOCHINE



SOUKHA  
éditions

## TABLE DES MATIÈRES

---

PRÉSENTATION .....	10
PRÉFACE .....	14
AVANT-PROPOS .....	21
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
<b>COMMANDEMENT À LA MER</b>	
<b>I. — MON COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES NAVALES FRANÇAISES EN EXTRÊME-ORIENT .....</b>	
24	
Prise de commandement. — Première croisière en Chine. — Relâche à Shanghai. — La perte du sous-marin <i>Phénix</i> . — Nouvelle croisière sur les côtes de Chine. — Arrivée en Indochine du nouveau gouverneur général.	
<b>II. — LA CONFÉRENCE FRANCO-BRITANNIQUE DE SINGAPOUR (22-27 juin 1939) .....</b>	
31	
Les origines de la base de Singapour. — Ouverture et programme de la conférence. — L'attitude de la Thaïlande. — La fin de la conférence.	
<b>III. — LES RÉPERCUSSIONS EN EXTRÊME-ORIENT DE LA SECONDE GUERRE EUROPÉENNE .....</b>	
40	
La collaboration navale franco-britannique. — Rencontre avec sir Stafford Cripps. — La fin tragique de la drôle de guerre.	
<b>IV. — L'ARMISTICE EN INDOCHINE .....</b>	
45	
Réactions locales. — Le sort de nos forces navales en Extrême-Orient.	
<b>V. — LES RÉACTIONS BRITANNIQUES AU MOMENT DE L'ARMISTICE. (Juin-juillet 1940) .....</b>	
51	
Les entretiens franco-britanniques de Saïgon (28-30 juin 1940). — Frictions protocolaires. — La réponse de lord Halifax au général Catroux. — Le drame de Mers-el-Kébir.	

## DEUXIÈME PARTIE

### DÉBUTS DE MON GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

I. — MA NOMINATION ET MA PRISE DE FONCTION AU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE (25 JUIN-20 JUILLET 1940) .....	61
II. — LES ORIGINES DE L'HYPOTHÈQUE NIPPONE SUR L'INDOCHINE. — SITUATION AU 20 JUILLET 1940 .....	64
La politique française en Extrême-Orient. — Les imprudences de la III <sup>e</sup> République. — Irritante controverse entre Paris et Tokyo. — Premier ultimatum japonais (19 juin). — Arrivée à Hanoï de la mission nippone. — Premiers empiètements japonais. — Position prise par le gouverneur général Catroux. — Développement des initiatives japonaises en Indochine (30 juin-20 juillet).	
III. — LA DÉFENSE DE L'INDOCHINE .....	74
Les conceptions de 1939-40 sur la défense de l'Empire. — Les lacunes de notre matériel militaire. — Le commandement. — Les effectifs. — La troupe. — La Légion étrangère.	
IV. — LES EXIGENCES NIPPONES SE PRÉCISENT. — CONCLUSION DE L'ACCORD POLITIQUE FRANCO-JAPONAIS (TOKYO, 30 AOÛT 1940) .....	87
L'ultimatum japonais du 2 août 1940. — La « phase Vichy » succède à la « phase Catroux ». — Ma position de princeps. — L'accord politique du 30 août 1940.	
V. — RECHERCHE ET CONCLUSION À HANOÏ DE LA CONVENTION MILITAIRE D'APPLICATION. — AFFAIRE DE LANGSON (22-26 SEPTEMBRE 1940) .....	97
— Bases d'accord du 4 septembre 1940. — Ultimatum du 19 septembre 1940. — Derniers efforts de conciliation. — La défense de Langson. — Reddition de Langson (25 septembre). — Événements de Haïphong (26 septembre 1940). — Liquidation des incidents de Langson et de Haïphong.	
VI. — LA THAÏLANDE CONTRE L'INDOCHINE (SEPTEMBRE 1940-JANVIER 1941) .....	111
Caractère historique du Siam. — Les ambitions du gouvernement de Bangkok. — La politique britannique au Siam et sir Josiah Crosby. — Pacte de non-agression anglo-thaïlandais. — Négociation du pacte de non-agression franco-siamois. — Les origines de la menace siamoise. — Premières revendications siamoises. — Défense du Mékong. — La période des hostilités. — Victoire de Koh-Chang (17 janvier). — Attitude des Anglo-Saxons.	



VII. — LES NOUVELLES DEMANDES JAPONAISES DE JUILLET 1941. — LES PRODROMES DU CONFLIT DU PACIFIQUE....	129
Décisions stratégiques du printemps de 1941. — La menace japonaise sur l'Indochine du Sud. — Portée des nouveaux accords. — Correspondance entre Vichy et Washington. — Situation nouvelle créée en Indochine par les accords de juillet 1941.	

VIII. — L'ATTAQUE DE PEARL-HARBOUR. — ACCORDS DES 8-9 DÉCEMBRE 1941 À HANOÏ.....	136
Conditions de la négociation. — Conséquences des nouveaux accords.	

IX. — CONSIDÉRATIONS SUR LES ACCORDS FRANCO-NIPPONS DE 1940-1941 .....	141
L'Indochine n'a pas été <i>livrée</i> . Elle a été deux fois <i>en guerre</i> . Elle n'a pas été <i>occupée</i> .	

### TROISIÈME PARTIE

#### L'INDOCHINE FRANÇAISE PENDANT LE CONFLIT DU PACIFIQUE

I. — LE CONFLIT DU PACIFIQUE (1941-1945) .....	158
La Première Guerre mondiale. — Les accords de Washington. — La déclaration Konoye (novembre-décembre 1938). — Le théâtre d'opérations du Pacifique. — Mes contacts avec les commandants en chef étrangers. — Pearl-Harbour et l'avance foudroyante des Nippons (décembre 1941-mai 1942). — La contre- offensive américaine. — L'Indochine française au cours du conflit. — La destruction du <i>Prince of Wales</i> et du <i>Repulse</i> .	

II. — NÉCESSITÉS INÉLUCTABLES AYANT CONDITIONNÉ LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE DE 1941 À 1945 .....	181
--	-----

III. — L'ACTION DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	185
La direction des affaires politiques. — La mission diplomatique nippone en Indochine. — S.E. Yoshizawa. — Relations diplomatiques de l'Indochine avec la Chine. — Passage de M. H. Cosme de Pékin à Tokyo. — Les affaires franco-thaïlandaises.	

IV. — L'ÉVOLUTION DES RELATIONS FRANCO-NIPPONES .....	199
Les dangers de la situation en 1942. — Important entretien avec le ministre Aoki. — Le nationalisme indochinois et l'action japonaise. — Les avertissements du Japon à l'Indochine. — La tension de l'été de 1943. — Le court répit du début de 1944. — La position du Gouvernement général à l'égard des accords de défense commune.	

V. — VICISSITUDES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES.....	213
L'ultimatum chinois du 11 décembre 1941. — La politique de notre ambassade en Chine. — Rupture des relations diplomatiques entre Vichy et Chunking. — La menace chinoise à la frontière du Tonkin.	
VI. — LES RELATIONS DE L'INDOCHINE AVEC LES ANGLO-SAXONS	222
Les derniers rapports franco-britanniques. — Les relations de l'Indochine avec les U.S.A. — La protection en Indochine des intérêts anglo-saxons. — La famine de l'hiver de 1944.	
VII. — MES RELATIONS PERSONNELLES AVEC LES SOUVERAINS PROTÉGÉS .....	229
S.M. l'empereur d'Annam. — L'avènement du roi du Cambodge (avril-octobre 1941). — S.M. Sisavang-Vong, roi de Luang-Prabang.	
VIII. — POUVOIRS EXCEPTIONNELS CONFÉRÉS PAR LE MARÉCHAL AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL.....	250
IX. — LES PRODROMES DU COUP DE FORCE .....	255
Le spectre du coup de force. — La Résistance en Indochine.	
X. — LE COUP DE FORCE DU 9 MARS 1945 SUR L'INDOCHINE .....	269
Arrangements concertés pour la journée du 9 mars. — Réflexions sur le coup de force.	
XI. — LA CAPITULATION JAPONAISE ET L'ARRIVÉE EN INDOCHINE DES NOUVELLES ÉQUIPES (Août 1945) .....	278
Captivité à Saïgon et Loc-Ninh. — La voie douloureuse.	

## QUATRIÈME PARTIE MESURES D'ORDRE INTÉRIEUR

I. — LA POLITIQUE INTERNE DE MON GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	289
Ma position exacte à l'égard du gouvernement de Vichy et du chef de l'État. — Le Maréchal. — Méthodes de commandement. — Caractère exact de la Légion d'Indochine. — La Révolution nationale. — Vues sur la politique française. — Liaisons avec la France libre.	
II. — L'INDOCHINE AU TRAVAIL .....	304
III. — RÉFORMES DE STRUCTURE.....	312
La situation en 1939. — Mes directives personnelles. — Les réformes de structure. — Les corps élus.	

IV. — POLITIQUE INDIGÈNE.....	320
Le marasme des intellectuels indochinois. — La propagande japonaise. — Amélioration de la situation du mandarinat. — Les étudiants indochinois en France. — Le rapprochement franco-indochinois. — L’uniformisation des codes. — Le mouvement artistique indochinois. — Le foyer khmer de Battambang. — Le mouvement lao.	
V. — COMMENT FURENT SAUVÉES L’ÉCONOMIE ET LA PIASTRE INDOCHINOISES.....	332
La menace de blocus maritime. — Mes conceptions sur l’économie indochinoise. — La politique de défense économique. — La défense de la piastre indochinoise. — Les résultats.	
VI. — LES GRANDS TRAVAUX .....	360
Hydraulique agricole. — Routes. — Ports. — Aéroports. — Travaux immobiliers. — Urbanisme.	
 <b>ÉPILOGUE</b>	
I. — MON RETOUR EN FRANCE (7 OCTOBRE 1945).....	370
Le Quai des Orfèvres. — Le Val-de-Grâce.	
II. — MON ENTREVUE AVEC LE GÉNÉRAL DE GAULLE.....	378
III. — J’AI MAINTENU (1940-1945) .....	382
Les Français d’Indochine. — Les causes du chaos actuel. — Les fautes commises. — Les remèdes nécessaires. — La mission de la France.	
DOCUMENT I.....	390
DOCUMENT II .....	391
DOCUMENT III.....	393
DOCUMENT IV.....	395
DOCUMENT V .....	397
CAHIER ILLUSTRATIONS .....	144

## PRÉSENTATION

Publié aux éditions Plon en 1949, *À la barre de l'Indochine* était devenu introuvable. Sauf à le dénicher chez quelque bouquiniste pour le lecteur particulièrement motivé et passionné par l'auteur ou le sujet. Autant dire que, à part pour une poignée de spécialistes de cette région du monde et de cette période en particulier, l'Indochine de ces années de guerre et l'action de son Gouverneur général qui y est associée restaient largement méconnues. Action tant sur le plan du maintien de ce territoire dans le giron français en cette époque troublée – pour lequel l'Amiral Decoux avait été mandaté – que sur celui – trop souvent ignoré – de la préparation des nouveaux liens équitables et réciproquement bénéfiques avec la France qui devaient, Jean Decoux en était convaincu, présider à une indépendance à venir pour celui-ci, mutuellement organisée et pacifique.

Cette entreprise menée par l'ancien chef des Forces Navales d'Extrême-Orient\*, nommé Gouverneur général de l'Indochine par Albert Lebrun dans les derniers jours de la III<sup>e</sup> République – et non par le Maréchal Pétain comme on le croit trop souvent –, est-elle, d'ailleurs, seulement méconnue ou bien ne serait-elle pas plutôt éludée ? Et, quand elle n'est pas occultée, pourquoi est-elle systématiquement travestie et déformée par le discours officiel ? Se prive-t-on de cette connaissance pour des besoins inavouables ?

De fait, l'image de l'Amiral Decoux telle qu'elle est transmise aux dernières générations ne se veut pas flatteuse : « vichyste », « collaborateur des Japonais », voire, pourquoi pas, « caudillo local enfermé dans sa tour d'ivoire » et – tache indélébile – « antigauilliste ». D'autres – et on peut les comprendre dans ce contexte – ont renoncé à présenter favorablement cette époque de l'Indochine et un homme aussi « sulfureux » que son gouverneur.

Alors, Decoux : collabo, potentat sans scrupule au service d'une idéologie fascisante ? Ou bien plus simplement victime expiatoire de l'imagerie d'Épinal d'une France consensuelle dans un temps où elle fut au contraire profondément tourmentée et divisée ?

Bien qu'apparemment issue d'un éternel débat franco-français sans réponse autre que partisane, cette question n'est en rien anodine pour nous qui avons fixé pour objectif à notre collection d'éclairer le lecteur sur ces liens anciens, parfois charnels et toujours subtils qui unissent notre nation à cette région d'Asie du Sud-Est. Région

\* Voir à ce sujet la biographie très complète de Michel Huguier, *L'Amiral Decoux sur toutes les mers du monde*, L'Harmattan, Paris, 2007.

définie pendant près d'un siècle – des temps pas si lointains, rappelons-le – comme l'Indochine française.

Car, une fois l'unanimité de défaveur et de bon ton qui obscurcit la personnalité et les actes de l'Amiral Decoux constaté, comment ne pas s'interroger sur la singularité de ces années, noires pour la métropole, qui, sans pour autant avoir été totalement florissantes pour « la Perle de l'Empire » du fait des événements, ont vu, et ce jusqu'au coup de force japonais du 9 mars 1945, un développement sans précédent de ses infrastructures – bâtiments, routes, écoles, centres sportifs –, de son tissu agricole et industriel, de son enseignement et de sa culture ainsi que la participation considérable et enthousiaste d'une nouvelle élite indochinoise – et vietnamienne en particulier – s'inscrivant dans ce mouvement ?

Devait-on, pour ne pas froisser les inquisiteurs d'une Histoire officielle toujours réécrite et flirtant avec la repentance, passer sous silence cette ère singulière où, environnée de périls mais sous la férule paternelle de l'Amiral – comme on disait en ces temps –, une immense espérance naissait parmi ces populations lointaines trop longtemps qualifiées d'indigènes ou de colonisées et qui recouvraient alors leur fierté ?

Devait-on encore, pour se plier au bon vouloir de quelques manuels bien accommodants avec l'Histoire, continuer d'accréditer l'idée simpliste de deux étapes bien distinctes pour ces territoires d'Asie et leurs natifs : celle, sombre et indifférenciée, de leur « colonisation » et celle, héroïque et radieuse, de leur « libération » ? Avec, entre les deux, une guerre des opprimés contre les oppresseurs – la guerre d'Indochine – qui, certes avec son cortège de malheurs, aurait ainsi été inévitable ?

Devait-on donc laisser de côté, comme désintégrées dans un trou noir de la mémoire, ces années indochinoises 1940 – 1945, pourtant si symboliques et décisives, si porteuses d'un espoir brutalement fracassé ?

Et pouvait-on ignorer plus longtemps celui qui en exerça le magistère, qui en fut le grand ordonnateur et qui nous en livre ici le témoignage argumenté et sincère du chef qui non seulement a « maintenu » mais aussi a agi ?

Nous ne le pensons pas et avons donc choisi, au contraire de ceux que l'initiative effraierait, de rééditer *À la barre de l'Indochine*.

En effet, brisant les falsifications approximatives de ses détracteurs, ce livre précis et documenté nous le démontre : celui qui a *maintenu*, pour l'intérêt de la France – la Mère-patrie –, et *agi*, pour le bien de ces « petites patries » dont il avait la charge, aura préservé jusqu'aux limites de ses possibilités cette région des affres de la guerre et il aura construit pour elle, et avec elle, les bases solides de ce qu'il croyait pouvoir devenir un avenir autonome dans l'amitié avec une métropole qui, abandonnant volontairement sa tutelle, aurait évolué vers une puissance fraternelle.

Une démarche qui, si elle avait pu être menée à terme, aurait conduit à un sort bien plus enviable pour cette Asie que nous aimons que celui qu'elle a malheureusement connu.

Certes, l'Histoire en aura décidé autrement. La tâche, ardue, ne sera jamais achevée. Après le 9 mars 1945, l'Indochine, dont la partie Est (Tonkin, Annam, Cochinchine) prendra bientôt l'appellation de Vietnam – Decoux fut le premier homme d'État français à user de ce nom –, s'enfoncera inexorablement dans un cycle de guerres



de plusieurs décennies. Cette date fatidique de mars 1945 marque la fin réelle de l'Indochine française ainsi que de tout espoir pour les pays qui la formaient d'accéder à une indépendance pacifique en association avec la France. Cet anglophile de raison plus que de cœur qu'était Jean Decoux – comme Lyautey, rappelons-le – aura raté son Commonwealth. Mais cet échec lui est-il imputable ? Pour notre part, nous ne le croyons pas.

Et c'est l'autre qualité incontournable de ce livre. *À la barre de l'Indochine* présente, d'une écriture élégante et avec un soin extrême des détails, l'enchaînement des événements, les réponses, le plus souvent pragmatiques, apportées point par point aux problèmes qui se succédaient. Il décrit aussi avec talent et clarté les grands mouvements géopolitiques, l'affrontement des blocs d'alors et de leurs idéologies ainsi que leurs flux et reflux au fil des batailles gagnées ou perdues. Grand choc de plaques tectoniques sur lequel l'Amiral Decoux n'a pas pris mais dont il tentera jusqu'au bout d'en éviter pour l'Indochine le séisme fatal. Sans l'inconséquence de certains – en particulier de politiciens français – il y serait sans doute parvenu.

*À la barre de l'Indochine*, à ce titre, passionnera tous ceux qui sont férus d'Histoire.

Il passionnera aussi tous ceux qui portent dans leur cœur un amour immodéré pour cette région et les peuples qui la composent. Oui, il était possible de leur éviter le désastre de la guerre civile, de l'occupation américaine et du communisme. Oui, la France n'aurait peut-être plus été « chez elle », mais elle aurait tissé d'autres liens, plus équitables et tout aussi protecteurs, tels que le souhaitaient nombre d'intellectuels indochinois d'avant 1945 et parmi lesquels on peut citer Pham Quynh – que Decoux appréciait particulièrement –, écrivain, journaliste et un temps ministre de Bao Daï, tenant d'un nationalisme vietnamien ouvert et éclairé.

Tout en œuvrant activement à l'indépendance de leurs pays, ces personnalités vietnamiennes, laotiennes et cambodgiennes – pensons au jeune roi Sihanouk – ne reniaient pas pour autant l'action de la France.

Cela, l'Amiral Decoux l'avait compris. Son énergie n'était pas uniquement tendue pour maintenir le navire Indochine hors de l'eau au milieu de la tempête de la Seconde Guerre mondiale, mais elle l'était aussi pour construire les fondations profondes d'un nouvel avenir commun librement décidé.

Sa vision des rapports futurs entre la France et l'Indochine, qu'il souhaitait et pour lesquels toutes les décisions qu'il prit sur le plan intérieur montrent qu'il travaillait avec ténacité, avait l'avantage de préserver l'œuvre conjointement accomplie, de l'intégrer harmonieusement dans le développement à venir et de donner un élan neuf aux destins liés de peuples à la fois si différents et si compatibles.

Cela n'a pu se faire. Mais Jean Decoux, dans *À la barre de l'Indochine*, montre qu'une autre voie que celle de l'affrontement, avec son choix binaire – vaincre par la force ou tout abandonner –, était alors possible.

Et puis cette question de la voie empruntée n'est-elle que purement historique ?

Les lignes qui vont suivre sous la plume de l'Amiral Decoux sont prenantes et nous exposent, bien sûr, la situation d'une époque. Mais, pour le lecteur curieux des grands équilibres de la planète, de la mondialisation et des relations contemporaines entre nations, ce témoignage n'est-il pas aussi une source de méditation sur le devenir de communautés aux destins si longtemps entrecroisés ?

N'y a-t-il pas une réflexion à mener sur le rôle qu'un grand pays comme la France pourrait encore jouer avec les peuples qui lui sont restés proches dans le monde si le système planétaire uniformisé vers lequel on semble se diriger de nos jours venait à échouer ?

De même et plus généralement, aujourd'hui davantage qu'hier, ne peut-on s'interroger sur le sens de l'État et des responsabilités qui incombent à ceux qui ont la charge de son service ?

Pour le sens de l'État, le lecteur en jugera, mais il ne fait aucun doute à nos yeux que l'Amiral Decoux fut sur ce point exemplaire et que cette exemplarité vaut tout autant pour notre siècle que pour le précédent.

Quant au rang que la France pourrait tenir par le biais de relations privilégiées avec ses anciennes colonies et protectorats d'Extrême-Orient, l'avenir seul répondra à cette question mais la connaissance du passé nous a déjà prouvé que la force des peuples, de leurs caractères et de leurs affinités est supérieure aux aléas de l'Histoire.

Pour son intérêt historique, pour les perspectives qu'il nous offre, il était donc largement temps de rééditer *À la barre de l'Indochine*. Pour la mémoire du dernier grand gouverneur général de l'Indochine, amiral d'Escadre, aussi.

Jacques Decoux, dans sa préface, s'interroge à juste titre sur la maltraitance mémorielle qui a été réservée à son grand-oncle par les autorités qui se sont succédé en France depuis 1945. Lui qui, avec opiniâtreté, s'attache à rétablir la vérité sur l'homme d'État que fut l'Amiral Decoux\* exprime le souhait que cette réédition soit un pas important effectué en vue de la réhabilitation intégrale de son aïeul.

Nous nous associons bien volontiers à son vœu.

L'éditeur

\* Voir son ouvrage, *L'Amiral Jean Decoux – 1884-1963 – Le dernier Gouverneur Général de l'Indochine de 1940 à 1945*, Jacques Decoux, 2009.

## PRÉFACE

Si mon grand-oncle, l'Amiral Jean Decoux, est peu ou mal connu des Français, il en était de même jusqu'à fort récemment dans notre famille et je ne faisais pas exception. J'avais certes lu, il y a bien longtemps, *À la barre de l'Indochine* dans sa première édition mais, et je l'avoue bien volontiers aujourd'hui, un peu « en diagonale », car c'est un ouvrage dense sur les plans historique, culturel, politique et technique et je n'étais pas alors très investi dans ces questions ni, non plus il faut bien le dire, très disponible pour l'étude de ces sujets. Peut-être aussi, et certainement pour ces raisons, avais-je manqué à l'époque la vraie signification et toute la portée de ce livre dans lequel je n'avais vu que les « mémoires » d'un aïeul prestigieux et lointain. J'avais connu l'Amiral Decoux jusqu'à sa mort en 1963, mais avec le regard ingénu et révérencieux d'un petit-neveu bien élevé.

C'est une antienne entendue, un voyage peut vous changer la vie. Dans mon cas, ce fut un séjour touristique au Vietnam en novembre 2007, préparé de façon fort banale avec un voyageur, qui allait considérablement modifier le rythme de mon existence et aussi lui donner un nouveau centre d'intérêt bien puissant.

J'avais repéré dans un guide, au chapitre *Dalat* et au sous-titre *Couvent du Domaine de Marie*, cette information : « C'est ici que repose la femme de l'Amiral Decoux ». Je rappelai donc le voyageur et le crochet par Dalat fut vite organisé.

C'est ainsi que, le 2 décembre 2007, je me recueillais sur la tombe de Suzanne Humbert, Madame Jean Decoux, décédée accidentellement en automobile le 6 janvier 1944 alors qu'elle revenait d'une visite à l'Impératrice d'Annam et rejoignait l'Amiral dans son palais de cette station d'altitude dont il avait fait l'un de ses centres de commandement. Je constatais que, depuis cette date, les Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul fleurissaient le tombeau et lui accordaient toujours toutes leurs prières.

Ces Sœurs admirables consacrent aujourd'hui leur énergie aux enfants orphelins et handicapés.

Je rencontrais à cette occasion Sœur Léonide qui me compta par le détail comment, à l'époque de leur Gouvernorat général, l'Amiral et son épouse soutenaient leurs œuvres, ainsi d'ailleurs que toutes celles qui pouvaient participer un peu à soulager la souffrance de ceux dont ils avaient la charge, sans distinction d'origine ou de rang. Indépendamment des profonds bouleversements qu'avait connus le pays depuis ces temps déjà éloignés, cette mémoire se conservait au sein de l'institution qui en gardait une correspondance volumineuse ainsi que de nombreux souvenirs dont je pus prendre connaissance.

Loin de l'image sévère, voire autoritaire, que tous ceux qui ont approché l'Amiral Decoux s'accordent à lui donner et qu'il admettait lui-même ne réprimer que difficilement, je découvrais un homme plein de compassion et de pitié. Outre qu'il possédait une forte personnalité, ce dont personne ne doutait, je le savais déjà un esprit brillant, d'une grande courtoisie et doté d'un solide sens de l'humour. Je devais dès lors y ajouter d'une grande humanité.

De retour à Paris, je constatais que cette escapade de Dalat avait aiguisé ma curiosité.

Comme je l'ai dit, je connaissais l'Amiral Decoux surtout dans un cadre familial.

Jean Decoux, né le 5 mai 1884 à Bordeaux, s'était remarié en 1949 avec Marguerite Baehme, veuve elle-même et belle-mère du Commandant Cousteau. Il s'était retrouvé de nouveau seul en perdant sa seconde épouse en 1955 à la suite d'une longue maladie et n'avait pas eu d'enfant.

Disparu le 20 octobre 1963, ses obsèques furent célébrées à Saint-Louis des Invalides, en présence remarquée du Maréchal Juin et du Général Weygand. Le Président de la République, Charles de Gaulle, s'était fait représenter...

Il fut inhumé à Annecy, non loin de la maison qu'il possédait depuis 1923, dans le cimetière de Loverchy où il repose toujours auprès de ses parents et de son frère Laurent.

Son autre frère, Georges Decoux, était mon grand-père.

Je décidais d'aller au-delà et me tournais vers le personnage historique.

Je compulsais les articles, les ouvrages le concernant. Je tombais sur certains de ses discours, des interventions et des critiques qu'il avait suscitées, certaines laudatrices, d'autres beaucoup moins, telle cette sortie du socialiste Marius Moutet en 1946, alors Ministre de la France d'Outre-Mer dans le Gouvernement de Félix Gouin (SFIO). Je lus avec stupéfaction que ce politicien osa lancer du haut de la tribune parlementaire : « La façon dont le régime de Vichy s'était comporté en Extrême-Orient, avec l'Amiral Decoux, était une des raisons de la ruine de notre autorité auprès des populations indigènes ».

Cela m'apparut d'emblée comme une contre-vérité flagrante destinée à manipuler l'opinion publique. Car, si cela avait été le cas, comment l'Amiral aurait-il pu gouverner une fédération de cinq États (Tonkin, Annam, Cochinchine, Cambodge et Laos) pendant près de cinq années, en pleine guerre mondiale et dans une paix et une prospérité relatives, face à l'impérialisme du Japon, en maintenant notre drapeau tricolore sur tous les édifices publics et les écoles ?

Comment avait-il réussi à protéger les Français et leurs familles, et surtout les 25 millions d'Indochinois, jusqu'au coup de force nippon du 9 mars 1945 ?

Pis, sur quel fondement avait-on pu, à son retour en France en 1945, le mettre en garde à vue et le traduire devant la Haute Cour de Justice pour trahison, avant qu'il n'obtienne un non-lieu en 1949 ?

Que s'était-il passé pour en arriver là après qu'il eût servi notre patrie pendant 45 années jusqu'aux plus hautes fonctions ?

Et je retrouvais là encore le même Marius Moutet, militant anticolonial et



ami personnel d'Ho Chi Minh, chargé cette fois de la « Commission d'enquête interministérielle pour l'Indochine » – en clair de son épuration – exigeant, le 1<sup>er</sup> avril 1946, « avec la plus vive insistance » auprès du nouveau Ministre de l'Outre-Mer, Edmond Michelet, « que l'Amiral Decoux soit révoqué, sans pension, et déchu de toutes ses décorations ».

Je commençais à entrevoir les bribes d'une Histoire « officielle » bien loin de la vérité.

Ma curiosité, si opportunément mise en appétit par mon récent voyage, et confrontée à ce que je commençais de découvrir, se transforma ainsi très vite en passion.

Je passais bien six mois de recherches, de visites, de consultations des Archives Nationales de la Marine à Paris et à Vincennes, et de l'Outre-mer à Aix-en-Provence, et des Archives Municipales d'Annecy et de Bordeaux, j'envoyais des dizaines de courriers aux Officiers de l'État-civil dans les mairies concernées, à la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur, etc.

J'ai rédigé, classé, mis en forme les informations recueillies.

Et puis, j'ai complété mon premier voyage. Je suis retourné au Vietnam en 2010, j'ai parcouru le Cambodge et le Laos en 2011. J'ai ainsi circulé avec émotion dans toute l'Indochine sur les pas de l'Amiral pour mieux imaginer où il avait agi 70 ans auparavant.

En toute équité, je parvenais vite à quelques constatations.

Grand serviteur de l'État, l'Amiral Decoux a navigué sur toutes les mers du monde et commandé les plus beaux bâtiments de notre « Royale », de 1901 jusqu'en 1940.

Il accepta « avec joie » sa nomination à la tête de l'Indochine, la perle de notre empire, ce qui était, de toute évidence en juin 1940 et au début de la Seconde Guerre mondiale, le signe d'un patriotisme sans faille.

Loyal vis-à-vis du Gouvernement légal comme Officier général, il va démontrer dans ses lourdes fonctions que le Président Albert Lebrun vient de lui confier, en gouvernant seul à partir de 1942, toute sa clairvoyance et sa modernité.

Plusieurs faits sont ainsi significatifs :

En exigeant le salut au drapeau dans toutes les écoles, il ajoute celui de chaque État formant l'Indochine, la présentant en cela unie avec la France et indivisible face aux Japonais.

Il crée le Tour cycliste de l'Indochine pour unifier davantage encore la Fédération par le sport.

Il a été le premier Gouverneur Général à effectuer des tournées dans toutes les provinces, y compris celles les plus éloignées.

Chacune des régions constituant l'Indochine fut, de son initiative, représentée dans un Conseil Fédéral créé en 1941.

Il interdit les termes « indigène » et « colonie », ce qui était très nouveau pour l'époque. Il décide de revoir les rapports sociaux entre Français et Indochinois : sont prohibés le racisme des « petits blancs », le tutoiement et les attitudes hautaines.

Il met en place un « SAMU social » à Hanoï en 1941 : asile de nuit, distributions de repas et de vêtements.

Il décide de grands travaux publics ambitieux (réseau routier, hydraulique, digues, modernisation de l'habitat, des secteurs agricole, industriel et de l'électricité). Il crée à Dalat une cité de 50 villas pour les familles nombreuses et de moyens modestes.

Il poursuit l'objectif de former des élites indochinoises : augmentation de 135 % du nombre des étudiants en 4 ans, et de 142 % des élèves de classes élémentaires.

Il multiplie les écoles de villages et les écoles professionnelles.

Il inaugure la cité universitaire de Hanoï en 1941 pour les étudiants des cinq États. En conséquence, dès 1944, un Annamite peut être nommé à la tête d'une province.

Dans la fonction publique, les salaires des Indochinois sont progressivement relevés pour supprimer les écarts avec ceux des fonctionnaires Français. 300 fonctionnaires de toutes origines sont relevés de leurs fonctions pour incompétence et le nombre des Indochinois occupant des emplois moyens et supérieurs double entre 1940 et 1944.

L'Amiral a ainsi tout entrepris pour que l'Indochine puisse à terme devenir autonome en restant une grande alliée de la France.

Cette stratégie pleine de bon sens et de clairvoyance est parfaitement décrite dans ces « mémoires » de l'Amiral que sont *À la Barre de l'Indochine*.

On sait que son action a été interrompue le 9 mars 1945 par le coup de force des Japonais, mais devait-elle pour autant être effacée de la mémoire collective et de l'Histoire de France en Indochine ?

La rétablir dans toute sa vérité est déjà un grand pas accompli avec cette réédition.

Une fois rappelés les actes de l'Amiral en faveur de l'Indochine, une autre question immédiatement se pose : est-il responsable de sa perte, fut-il le déclencheur de l'attaque japonaise qui allait ruiner à jamais l'effort accompli, ou bien ne faut-il pas chercher ailleurs les vrais coupables ? Ne sont-ils pas justement ceux-là mêmes qui l'accuseront plus tard sans vergogne de trahison ?

Mes recherches m'avaient déjà abondamment confirmé ce que je suspectais et c'est bien là un autre aspect essentiel de ce livre : rappeler, avec force détails, justificatifs, témoignages et courriers à l'appui, le véritable enchaînement des faits. Dégager les vraies responsabilités – et débusquer les vrais responsables ! – de la tragédie qui allait frapper l'Indochine : les Français massacrés, maltraités, emprisonnés et humiliés. Les Indochinois qui ne verront dès lors plus jamais la paix avant que la chape de plomb du communisme ne s'abatte irrémédiablement sur eux.

Les faits, les voici :

Dès la Libération de Paris, l'homme d'État Jean Decoux est caricaturé par des politiciens assoiffés de pouvoir en Métropole car il leur faut éliminer tous ceux qui pourraient gêner l'avènement de la « nouvelle France » et la prise du pouvoir par les fidèles du Général de Gaulle. C'est ainsi que la Résistance voulue par le Général perturbe l'unité des Français en Indochine à partir des derniers mois de l'année 1944 et les pousse à prendre des risques irraisonnés sous le regard suspicieux d'un Japon, certes en retraite mais toujours belliqueux et surarmé, à l'affût de tout prétexte pour en découdre.

Tout est bon pour faire croire alors que le « débarquement américain » est proche

sur les côtes d'Annam. On parachute sur les ondes et dans les airs une propagande grossière ridiculisant les Japonais qui, rappelons-le, n'occupent pas l'Indochine mais y maintiennent en revanche de gros casernements et des services actifs telle leur redoutable Kempetaï. On « organise » une pseudo-résistance en démettant officieusement Decoux – à qui l'on donne toutefois l'ordre de rester Gouverneur afin de tromper les Japonais qui ne sont pas dupes – pour le remplacer sans réflexion ni concertation par des incompetents notoires.

Cette politique, voyante et inconséquente, divise une partie des Français. Surtout, elle alerte les Japonais qui envisagent dorénavant d'autres options que le *statu quo*.

Comme l'explique le Général Gabriel Sabattier qui allait assumer, à partir du 9 mars 1945, les fonctions de Délégué Général du Général de Gaulle pour l'Indochine : « *Pour être logiques avec eux-mêmes, les Chefs du Comité d'action de la Résistance auraient dû mettre une sourdine à la propagande provocante à l'égard des Japonais, qu'ils répandaient par la radio à travers le monde. De tels appels aux armes ne peuvent que faire bouillonner les esprits à Hanoï et à Saïgon (et à Tokyo...), et aggraver les imprudences* ».

Mais, comme le souligne aussi Philippe Grandjean\*, à propos du Général de Gaulle, celui-ci était : « *allergique à l'idée de recevoir de l'Amiral Decoux une Indochine intacte qu'aurait libérée sans drame la proche défaite nipponne [...] L'important, à ses yeux, réside dans le sang rédempteur versé par l'Indochine, même si c'est sans espoir, même s'il en résulte une éclipse de la souveraineté française pour des mois* ».

Ce qu'avait résumé l'intéressé dans son discours à la Libération de Paris : « [La France] *étant en guerre avec le Japon, le sort de l'Union indochinoise sera réglé par les armes* ». Général de Gaulle. Paris, 29 août 1944.

Ainsi, à des milliers de kilomètres de là, le sort de l'Indochine avait-il été réglé : à défaut de s'être rangée à temps derrière le Général de Gaulle – comment aurait-elle pu, d'ailleurs ? – elle paierait le prix du sang.

Sur le plan international, la guerre mondiale touche alors à sa fin en Europe. Dans le Pacifique, les Américains écrasent, partout où ils le peuvent, les Japonais sous un tapis de bombes. Victimes innocentes – collatérales dirait-on aujourd'hui – des casernes nippones toutes proches, les civils, les Indochinois en particulier, paient trop souvent le prix fort de ce déluge de feu qui tombe des forteresses volantes.

Les symboles de la France héroïque aussi : le croiseur amiral « *Lamotte-Picquet* », vainqueur de la marine thaïlandaise lors de la bataille de Koh Chang le 17 janvier 1941, coulera ainsi, quatre ans après cet acte de bravoure, à l'amarrage dans le port de Saïgon en janvier 1945.

Acculés, n'ayant plus de raisons de respecter des accords de maintien de la paix avec l'Indochine qu'ils savent de fait caducs, les Japonais décident de leur coup de force sanglant.

\* *L'Indochine face au Japon : 1949 – 1945. Decoux – de Gaulle, un malentendu fatal*. L'Harmattan, Paris, 2004. Philippe Grandjean est le fils du Résident Supérieur en Annam, Émile Grandjean.

L'Amiral Decoux, Gouverneur général de l'Indochine, Haut Commissaire de France dans le Pacifique et Grand Officier de la Légion d'Honneur, est neutralisé.

Il avait annoncé ce risque majeur de perdre l'Indochine dès octobre 1944, en proposant même sa démission au Gouvernement français, sans obtenir de réaction.

En quelques heures, la France perd la plus belle de ses cartes en Extrême-Orient : c'est le vrai départ de la guerre d'Indochine jusqu'en 1954, puis de la guerre du Vietnam jusqu'en 1975.

Qui donc est le responsable de ces 30 années de malheurs qui vont suivre et de l'installation du communisme depuis... ?

Si *À la Barre de l'Indochine* permet de répondre sans ambiguïté à cette question, ce livre nous offre aussi un éclairage exemplaire sur la vision d'un homme d'honneur et de paix face à l'horreur de la guerre.

L'Amiral était aussi visionnaire dans sa gestion des affaires de la fédération indochinoise que dans sa stratégie politique. Mais pouvait-il prévoir des menées politiciennes si contraires à la haute idée qu'il se faisait du service de l'État ?

Un tel gâchis ne pouvait être imaginé par Jean Decoux qui avait tant travaillé pour atteindre un autre résultat.

En 1949, un jugement a blanchi l'Amiral Decoux des accusations indignes portées contre lui. Le procès éprouvant et les recours qui précédèrent cette décision furent l'occasion pour de nombreuses personnalités éminentes de lui témoigner leur soutien. Le Roi du Cambodge, Norodom Sihanouk, lui écrivit notamment, le 20 juin 1946 alors que l'Amiral était hospitalisé au Val de Grâce : « ... je dirai avec quelle abnégation vous avez, en Indochine, servi les intérêts supérieurs de la France et avec quelle noblesse de cœur vous avez assuré, pendant quatre ans, la protection des peuples indochinois contre l'ennemi. Je suis certain que justice vous sera rendue et que la France vous considèrera comme un des meilleurs parmi ses fils ».

Cette conviction, je la partage profondément. J'exprime ici le vœu que la réédition de *À la barre de l'Indochine* dissipe les derniers doutes entourant encore le grand homme d'État français que fut l'Amiral Decoux.

Sa mémoire doit être réhabilitée aux yeux de tous et de l'Histoire.

Jacques Decoux  
Auteur de *L'amiral Jean Decoux*  
*le dernier gouverneur de l'Indochine de 1940 à 1945*  
Éditions Soukha, 2014



À LA MÉMOIRE  
DE  
*TOUS CEUX*

*QUI TOMBÈRENT*  
*SOUS MON COMMANDEMENT*  
*POUR CONSERVER*  
*L'INDOCHINE À LA FRANCE*

J. D.

## AVANT-PROPOS

*J'aimerais mieux connaître les plus grands sommets et les abîmes les plus profonds, n'importe quoi, plutôt qu'une morne existence moyenne.*

Oscar WILDE

*J'écoute les bruits de la ville  
Et prisonnier sans horizon  
Je ne vois rien qu'un ciel hostile  
Et les murs nus de ma prison.*

Guillaume APOLLINAIRE

**J**e m'étais tout d'abord alloué un délai de quelques années pour livrer en toute sérénité ces mémoires à mes contemporains.

Mais de nombreux amis m'ont fait valoir avec raison que, dans le domaine des événements d'Indochine, l'imposture avait assez duré, qu'elle devait céder désormais le pas à la vérité, et que je me trouvais ainsi dans l'obligation d'apporter, sans plus attendre, mon témoignage objectif au tribunal de l'Histoire.

Le gouvernement général de l'Indochine dont j'ai été le dernier titulaire, a cessé d'exister. Depuis quatre ans, les factions s'en disputent les lambeaux. L'Indochine française se trouve encore à l'heure actuelle en péril de mort, à la suite des fautes insignes accumulées dans l'intervalle par des gouvernements éphémères, incompétents et irresponsables. Le mal est immense, mais il n'est peut-être pas irréparable, et la question, selon moi, reste entière, de savoir si nos dirigeants auront enfin le courage de vouloir opérer le sauvetage de ce merveilleux pays, hier encore l'orgueil de « notre Empire », qui n'a cessé depuis près d'un siècle d'être fécondé par l'effort et le sang français.

Les mesures de salut qui s'imposent, et que la France exige, seront d'autant plus vite adoptées par les pouvoirs publics, et auront d'autant plus de chances de s'avérer efficaces, que l'opinion aura été mieux éclairée sur les erreurs commises, et sur les auteurs responsables de ces erreurs. Ainsi la France pourra-t-elle espérer voir ses gouvernants éviter à l'avenir les mêmes écueils, et se décider, avant qu'il soit trop tard, à confier la lourde charge des affaires d'Indochine, à un chef qualifié et à des hommes dignes de ce nom.

C'est parce que le péril demeure menaçant, et que l'œuvre de rétablissement dont je viens de parler est devenue urgente, que je me suis décidé à rassembler les notes que l'on va lire.

Cela ne fut pas sans mérite. Mon rapatriement s'opéra en effet à l'époque où notre pays était revenu, sinon à l'âge d'or, du moins aux méthodes héroïques de l'Inquisition. Grâce aux bons offices d'un moine en rupture momentanée de clôture, qui devait me poursuivre longtemps de sa haine implacable, je fus dès Calcutta l'objet d'une lettre de cachet, puis accusé peu après du crime d'hérésie, et décrété d'accusation publique, pour ne pas avoir en temps voulu sacrifié à l'idole du jour.

J'étais, dès cet instant, dépouillé de mes archives personnelles par la volonté de ce même personnage, qui avait sans doute oublié, dans son couvent, de méditer la pensée des Béatitudes : « Bienheureux les miséricordieux, car ils obtiendront miséricorde. » Par la suite, je suis resté moi-même vingt-six mois détenu et au secret, non pas certes derrière la clôture apaisante d'un monastère, mais dans les hôpitaux ou la néo-Bastille de la IV<sup>e</sup> République.

Grâce à ma mémoire qui est demeurée intacte, et aux nombreuses pièces officielles qu'une instruction aussi vigilante que minutieuse a bien voulu mettre à ma disposition, j'ai pu reconstituer l'essentiel du drame indochinois.

Nouveau Silvio Pellico, je suis ainsi en mesure de publier aujourd'hui ces souvenirs, rédigés pour la plupart derrière les barreaux d'une cellule.

Dans ma pensée, les pages qui vont suivre s'adressent surtout aux Français et aux Indochinois ayant vécu à mes côtés les années terribles de 1940 à 1945. Elles sont susceptibles d'intéresser aussi tous les hommes de bonne volonté qui se préoccupent de l'avenir de l'Indochine, et sont soucieux de la grandeur de la France.

Si j'ai pu contribuer à éclairer, dans une certaine mesure, les uns et les autres sur l'un des plus grands drames de la dernière guerre, et à définir les responsabilités exactes des naufrageurs de l'Indochine, je m'estimerai largement dédommagé des épreuves que m'a imposées le Destin.

« Bienheureux ceux qui ont faim et soif de justice, parce qu'ils seront rassasiés. »

PREMIÈRE PARTIE

---

COMMANDEMENT À LA MER



I  
MON COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES  
NAVALES FRANÇAISES EN EXTRÊME-ORIENT

Prise de commandement. — Première croisière en Chine. — Relâche à Shanghai. —  
La perte du sous-marin *Phénix*. — Nouvelle croisière sur les côtes de Chine. —  
Arrivée en Indochine du nouveau gouverneur général.

**A** la suite d'un commandement actif en escadre de la Méditerranée, j'avais pris, au début de septembre 1938, en pleine tension européenne, le commandement du secteur de défense de Toulon.

C'est à ce poste que j'avais vécu le drame de Munich, travaillant pour ma part sans arrêt à armer des batteries et des projecteurs, en prévision d'une guerre imminente. Puis tout s'était provisoirement apaisé à la fin de septembre, mais pour combien de temps ?

Je me trouvais à Toulon au début de 1939, goûtant quelque repos après une aussi chaude alerte, lorsque je reçus le 14 janvier, une lettre personnelle de l'amiral Darlan. Le chef d'état-major général de la Marine, avec sa manière directe et quelque peu brutale, me pria de lui faire savoir d'urgence, par oui ou par non, si j'acceptais d'être nommé dans le plus bref délai, commandant en chef de nos forces navales en Extrême-Orient. Ce poste, qui allait se trouver vacant, venait d'être décliné par plusieurs officiers généraux d'une ancienneté ou d'un grade supérieurs aux miens. Je n'étais alors que contre-amiral. Si j'acceptai d'emblée le commandement qui m'était ainsi offert, ce n'était certes pas que je fusse tenté par les étoiles supplémentaires, dont je recevais au même moment la promesse, mais parce que le poste en question, et le mirage de l'Extrême-Orient, m'attiraient impérieusement.

J'appareillai donc de Marseille le 14 avril, à bord du *Président-Doumer*. J'emmenai avec moi les trois officiers de marine à mon choix : comme capitaine de pavillon, le capitaine de vaisseau Bérenger, futur vainqueur de la brillante affaire de Koh-Chang, comme chef d'état-major le capitaine de frégate Jouan, qui allait me rendre les plus grands services tout au long de ma difficile mission, enfin le lieutenant de vaisseau du Boucheron dont j'allais utiliser le concours comme officier d'ordonnance.

Au moment de notre départ, le port de Marseille était sur le qui-vive, à l'annonce de la nouvelle tension européenne. Quand nous franchîmes les jetées, nous aperçûmes un réserviste à l'air sceptique, qui montait la garde derrière une mitrailleuse ancien modèle, sur le musoir d'entrée. Il ne nous manquait plus un bouton de guêtre pour nous lancer dans la drôle de guerre !

\*  
\* \*

J'arrivai à Saïgon le 5 mai, et j'arborai mon pavillon le 12 du même mois sur le croiseur *Lamotte-Picquet*<sup>1</sup>. Ce commandement, dédaigné par certains, m'apparaissait alors comme palpitant d'intérêt ; il allait enfin me mettre à même de découvrir ces mers de Chine que je ne connaissais pas, et notre prestigieuse Indochine, orgueil de l'Empire !

Bien que la force navale qui m'était confiée ne fût composée que d'un petit nombre d'unités disparates, sans grande valeur militaire et disséminées sur un immense théâtre, le poste dont j'assumais désormais la charge n'en était pas moins riche en possibilités de tous ordres, tant maritimes que diplomatiques.

Indépendamment du croiseur amiral, le *Lamotte-Picquet*, où était arborée ma marque de commandement, les unités suivantes relevaient en outre de mon autorité : un croiseur léger du même type, le *Primauguet*, qui montait alors la garde devant la concession française de Shanghai, point sensible et clef de voûte de notre établissement en Chine, trois avisos coloniaux stationnés sur le littoral chinois, enfin une flottille de six canonnières réparties entre le Si-Kiang et le Yang-Tsé-Kiang, dont l'une des unités se trouvait à demeure à Chunking, cœur de la Chine.

Quelle était à ce moment la situation en Extrême-Orient ? Elle était certes très préoccupante : depuis le début du second « Incident de Chine » (1937), le Japon, profitant avec une singulière audace du trouble européen, avait sans cesse poussé ses avantages en Chine, renforcé ses positions à Shanghai et dans les provinces du nord, progressé sur le Yang-Tsé en direction du Moyen-Fleuve, et occupé successivement tous les points importants de la côte chinoise, jusqu'à Hainan où il s'était installé au début de 1939, menaçant dès lors directement le golfe du Tonkin.

Les deux dernières années avaient été fertiles en incidents de tous ordres, mettant sans cesse aux prises les militaires et les marins nippons avec les représentants de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Sans doute ces frictions successives s'apaisaient-elles les unes après les autres, mais la tension générale gagnait peu à peu en intensité, si bien que derrière les notes aigres-douces et les sourires protocolaires échangés, l'odeur de la poudre commençait à répandre ses subtils effluves !

La France avait réussi jusque-là, au milieu de cette atmosphère chargée d'orage, à défendre et à maintenir avec un rare bonheur ses positions. Alors que les Britanniques notamment, s'étaient vus contraints de jeter du lest, et d'évacuer en particulier leur concession de Han-Kéou, nous tenions encore partout, non seulement dans notre immense concession de Shanghai, où s'entassaient désormais 1 500 000 Chinois, mais aussi dans les autres concessions françaises de Pékin, Tien-Tsin, Han-Kéou, et Shameen (Canton), sans parler de la concession internationale de Kulang Su (Amoy), et du territoire à bail de Fort-Bayard (Kwang-Tchéou-Van). C'était à coup sûr un beau succès, et dans les résultats obtenus, la marine française, à Shanghai surtout, avait comme toujours joué son rôle, un grand rôle.

1. Lire en annexe mon ordre du jour. Document I.

\*  
\* \*

Comme le temps pressait, et que l'horizon diplomatique demeurait menaçant, tant en Asie qu'en Europe, je décidai d'entreprendre, sans plus attendre, la visite méthodique de mon vaste champ d'action. Une semaine après ma prise de commandement, je quittai donc Saïgon, en direction de Shanghai.

J'avais désormais à me manifester en Chine à un double titre : non seulement comme commandant en chef de nos forces navales, mais aussi comme chef suprême de nos troupes d'occupation en Chine, fonction qu'avait toujours conservée, par tradition et par nécessité, depuis les premières campagnes d'Extrême-Orient, le représentant le plus élevé en grade de notre marine.

Au départ de Saïgon, je visitai en premier lieu les positions stratégiques de Cam-Ranh et de la baie d'Along, auxquelles je ne devais cesser par la suite de m'intéresser activement. Je relâchai ensuite à Amoy, où les unités de débarquement nippones (landing parties) créaient depuis peu une situation préoccupante, en montant une garde agressive en face de l'île de Kulang-Su, siège de la concession internationale. Des fusiliers marins américains, britanniques et français, y avaient été débarqués récemment, pour assurer la garde des consulats.

Sur rade d'Amoy se trouvaient en permanence, pour cette raison, plusieurs bâtiments de guerre appartenant aux quatre marines en cause. J'échangeai, dès mon arrivée, avec mes collègues étrangers les visites officielles réglementaires, et c'est ainsi que je fis la connaissance de l'amiral britannique sir Percy Noble, commandant en chef la *China Station*, avec lequel je devais me lier d'amitié, et conserver par la suite les meilleurs rapports jusqu'à la fin de son commandement, qui ne devait avoir lieu que trois mois après l'armistice.

La personnalité de l'amiral Noble était à tous égards attachante.

Cet homme au visage classique, à la silhouette souple et élégante, donnait une impression de jeunesse. Il approchait cependant de la soixantaine, et le confiait avec une certaine coquetterie à ses intimes. Sur son poignet droit un dragon chinois, finement tatoué à l'encre bleue, attestait que suivant l'une des vieilles traditions de la *Royal Navy*, il avait déjà servi dans les mers de Chine.

Ce gentleman, aux manières délicates et au regard d'acier, imposait et parvenait sans effort à s'imposer. Suivant les circonstances, il savait être précis, catégorique, voire même autoritaire, ou se montrer au contraire souple et persuasif, lorsqu'il le fallait.

Un ensemble aussi exceptionnel de qualités et de dons faisait du commandant en chef de la *China Station*, un type vraiment accompli de l'officier de marine britannique.

Il connaissait son charme, et entendait en user. Ne recherchant pas la popularité, mais ayant le don de savoir parler à ses officiers et à ses hommes, son comportement demeurait exempt de toute morgue, ou d'une familiarité quelconque. Il n'en réussissait que mieux à susciter l'admiration et l'affection sans bornes des états-majors et des équipages placés sous ses ordres.

J'aurai souvent par la suite à reparler de cette grande figure.

\*  
\* \*

Après avoir laissé sur rade d'Amoy l'avis colonial *Rigault-de-Genouilly* comme stationnaire, je remontai la côte de Chine jusqu'à Shanghai, où j'arrivai le 26 mai. J'y retrouvai le croiseur portant la marque de l'amiral Noble, ainsi que les bâtiments des autres commandants en chef étrangers. Cinq pavillons amiraux flottaient à ce moment côte à côte sur le Wang-Poo, affluent du Yang-Tsé, à quelques encablures des quais de l'immense agglomération, constituée par la concession internationale et la concession française. Un tel spectacle, que l'on n'avait pas souvent contemplé jusque-là, était vraiment impressionnant, tout à la fois grandiose et tragique. Déjà l'Asie était en feu, au loin l'Europe vivait en alerte perpétuelle : de quoi demain serait-il fait ?

Lors de mon débarquement solennel sur le quai de notre concession, le matin même de mon arrivée, j'étais reçu par toutes les troupes françaises de l'armée et de la police, rassemblées en armes autour du drapeau de la France. Ce fut une minute émouvante et reconfortante, pour nos cœurs de Français.

Je pris contact, dès cet instant, avec notre ambassadeur M. Henri Cosme, qui avait pris ses fonctions quelques mois plus tôt, et résidait provisoirement à Shanghai. C'est avec plaisir que je retrouvai ce vieil ami de près d'un demi-siècle, mon ancien condisciple du lycée de Bordeaux, avec lequel j'avais entretenu quelques rapports de service en 1935, alors qu'il était à la tête de la sous-direction d'Asie, au Quai d'Orsay.

J'échangeai ensuite des visites officielles avec les amiraux Noble (G.-B.), Yarnell (U.S.A.), le capitaine de vaisseau di Cirella (Italie) et l'amiral Oykawa (Japon). Sans doute ces contacts protocolaires étaient-ils empreints de la plus grande courtoisie, cependant les sourires de commande de l'Italien et du Japonais dissimulaient mal l'inquiétude ambiante.

Mon séjour à Shanghai fut de courte durée. J'appareillai de ce port le 5 juin, ayant à mon bord notre ambassadeur, qui se rendant à Chunking *via* le Tonkin, m'avait demandé de le déposer à Haïphong. J'accompagnai M. Cosme à Hanoï, où j'avais à saluer le gouverneur général Brévié, dont je fus l'hôte pendant vingt-quatre heures. Ce court séjour dans la capitale administrative indochinoise me donna l'occasion de prendre part à d'importants entretiens, qui réunirent auprès du gouverneur général M. Cosme, le général Martin commandant supérieur, et moi-même.

M. Brévié n'était pas, lui non plus, un inconnu pour moi. J'avais, comme commandant du *Primauguet*, fait sa connaissance à Dakar, au début de 1931, alors qu'il venait de prendre les fonctions de gouverneur général de l'A.O.F. Après avoir accompli en Afrique une longue et brillante carrière, notamment comme gouverneur de la Côte d'Ivoire, il était arrivé en 1937 en Indochine, où l'avait précédé sa flatteuse réputation. Cet honnête homme et ce chef appliqué ne méritait guère l'étrange sort que lui réservait le Destin quelques années plus tard.

\*  
\* \*

En quittant Haïphong, le *Lamotte-Picquet* fit route sur Cam-Ranh et Saïgon, où je comptais m'arrêter quelques jours, avant de me rendre à la conférence franco-britannique de Singapour, dont il sera question plus loin.

Notre traversée au large de la côte d'Annam fut marquée par un dramatique incident, la perte du sous-marin *Phénix*, qui compte parmi les souvenirs les plus douloureux de ma carrière.

Nous devions arriver le 15 juin en rade de Cam-Ranh, après avoir exécuté diverses séances d'exercices en pleine mer, et subi notamment, au large de Cam-Ranh, l'attaque simulée de deux sous-marins, le *Phénix* et l'*Espoir*, relevant de l'autorité du commandant de la marine en Indochine.

Le *Phénix* ne remonta pas à la surface, et l'on devait toujours ignorer les causes exactes de sa perte. Ce bateau, récemment arrivé de France, et très entraîné, avait pour commandant le capitaine de corvette Bouchacourt, l'un des meilleurs spécialistes français de la navigation sous-marine.

D'actives recherches furent entreprises sur-le-champ, conformément à mes ordres ; elles nous donnèrent la conviction que le sous-marin disparu reposait par grands fonds au large de la côte, et que l'accident avait dû avoir pour cause une explosion d'accumulateurs. La mer garda son secret.

Le 16 juin, lendemain de l'accident, mon chef d'état-major vint me prévenir que l'équipage de l'*Espoir* était très déprimé ; il me confia que si j'acceptais d'effectuer une plongée d'exercices à bord de ce sous-marin, qui était le frère du *Phénix*, mon geste serait certainement très apprécié de tout le personnel. Je donnai sur-le-champ mon accord à cette suggestion.

Étant moi-même un vieil officier de sous-marin — mon premier embarquement sur ce type de bâtiment remontait à 1907 — une telle manifestation de ma part me paraissait tout à fait naturelle. La plongée eut lieu, dans les parages où le *Phénix* s'était perdu corps et biens ; elle se déroula bien entendu sans incident, et cela me valut quelques appréciations élogieuses, auxquelles je ne m'attendais pas. L'*Espoir* reprit ensuite son service normal.

Le 17 juin, nous arrivions à Saïgon pour préparer notre départ vers Singapour.

\*  
\* \*

En juillet 1939, le croiseur léger *Primauguet*, rentrant d'une longue station à Shanghai, ralliait mon pavillon à Saïgon, avant de regagner la France, où il était rappelé. Cette unité était vers le même moment remplacée dans nos forces d'Extrême-Orient par le croiseur lourd *Suffren*, de 10 000 tonnes, type *Washington*, expédié de France avec une importante relève d'officiers.

J'entreprenais peu après, à bord de mon bateau amiral, une tournée d'exercices en direction de la baie d'Along, qui devait être suivie d'une nouvelle croisière sur les côtes de Chine.

Je me rendis cette fois directement dans le golfe de Petchili, et je me proposais, après avoir repris contact avec l'amiral Noble à Wei-Hai-Wei, base d'été de la *China Station*, de pousser une pointe, via Chefoo, jusqu'à Tien-Tsin et Chinwangtao, pour gagner de là par le train Pékin, où je devais être l'hôte de notre ambassade. Les événements, ainsi qu'on va le voir, ne devaient pas me permettre d'accomplir la totalité de ce programme.

Le *Lamotte-Picquet* se trouvait en effet, dans les derniers jours d'août 1939, sur



rade de Weï-Haï-Weï, où nous fraternisions avec nos camarades britanniques ; les contacts les plus agréables se nouaient, ou se développaient entre les officiers des deux marines. J'avais moi-même chaque jour des entretiens amicaux et fort intéressants avec le commandant en chef britannique.

Cette euphorie générale se trouva soudain interrompue par les bruits inquiétants d'une nouvelle tension européenne, qui parvinrent à l'amiral Noble et à moi-même, dans la matinée du 23. En quelques heures, les informations relatives à la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique prirent un caractère alarmant.

Mon collègue britannique, tout en restant très calme, paraissait sombre ; il se demandait en effet, dans le cas où une nouvelle guerre éclaterait en Europe, si les Nippons n'allaient pas en profiter pour déclencher une attaque brusquée contre les positions britanniques en Extrême-Orient et, en tout premier lieu, sur Weï-Haï-Weï. Aussi prenait-il sur-le-champ la résolution d'évacuer cette base et de se replier le jour même sur Hong-Kong, avec toutes ses forces.

Je décidai moi-même de rallier d'urgence l'Indochine à grande vitesse. La rade de Weï-Haï-Weï donna subitement le spectacle d'une vive animation. Les bâtiments poussaient les feux et les embarcations, faisaient des navettes incessantes à travers la rade. Les femmes des officiers britanniques, interrompant sans préavis leur estivage, embarquaient avec enfants et bagages sur un pétrolier. Le yacht du commandant en chef, en partance lui aussi pour Hong-Kong, avait à son bord lady Noble. Quand je me rendis à bord du croiseur amiral, le 23 après-midi, pour prendre congé de l'amiral Noble, les canonnières, dans le plus grand calme, approvisionnaient en munitions de combat les parcs des tourelles arrière : il fallait en effet se tenir prêt à toute éventualité, au cours de cette descente brusquée en direction de Hong-Kong.

Après une traversée rapide et sans histoire, le *Lamotte-Picquet* arrivait à Saïgon le 28 août, ayant couvert en moins de cinq jours les 2 200 milles séparant Weï-Haï-Weï de Saïgon. Pékin et ses merveilles s'évanouissaient désormais à mes yeux, dans l'espace et dans le temps.

Nous apprenions peu après que la mobilisation générale avait été décrétée le 2 septembre, et que l'état de guerre était notifié à l'Allemagne le 3 ; les dés étaient jetés.

\*  
\* \*

En Indochine même, un fait important venait de se produire au cours des dernières journées ayant précédé l'état de guerre.

Le général Catroux, qui avait été nommé depuis peu gouverneur général de l'Indochine — au moment où la nouvelle conflagration paraissait inévitable en Europe — était arrivé par avion le 30 août en Indochine. Je me trouvais présent à son arrivée.

Je voyais avec un vif plaisir cet officier général, que je tenais en haute estime, prendre la tête de notre grande possession asiatique en un moment si critique. Je le connaissais en effet de longue date.

Je me trouvais en Syrie de 1921 à 1923, comme commandant d'un de nos avisos, lorsque j'entendis pour la première fois parler du colonel Catroux, qui occupait alors avec distinction à Damas le poste difficile de délégué politique du haut commissaire,